



Bruxelles, le 14 mars 2022

Communiqué de presse

Essentiels, mais inaudibles !

Le 10 février, nous étions près de 10.000 à exiger du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles qu'il passe de la parole aux actes. Le secteur de l'enseignement est essentiel ? Qu'il le prouve !

La maigre proposition d'accord sectoriel qui a été faite par le Gouvernement ne rencontre pas nos exigences. Le Front commun syndical exige :

Une **valorisation de TOUS les métiers de l'enseignement**. Cette valorisation passe notamment par

- l'abandon des réformes menant à des pertes d'emplois et supprimant des moyens d'accompagnement,
- le refinancement de l'enseignement supérieur en mettant fin au principe d'« enveloppe fermée »,
- la revalorisation des barèmes de façon généralisée en visant à aligner les barèmes les plus faibles sur les barèmes les plus élevés pour l'ensemble des personnels.

La **réduction de la taille des classes**. Une valorisation des conditions de travail passe aussi par une amélioration des conditions d'apprentissage.

L'abandon immédiat du dispositif d'évaluation des personnels.

L'allègement de la charge de travail. La mise en place des plans de pilotage pèse de manière insupportable sur les épaules des personnels. Les tâches administratives, souvent redondantes et contreproductives, témoignent du manque de confiance envers les membres du personnel.

La semaine du 21 mars, des réunions d'information et des assemblées de consultation des membres du personnel seront organisées dans les établissements et pourront prendre la forme d'arrêts de travail.

Le 29 mars, à Mons, nous rappellerons au Gouvernement que tous les membres du personnel restent mobilisés !

Joseph THONON
CGSP-Enseignement

Emmanuel FAYT
SETCa-SEL

Grégory WALLEZ
CGSP- AMIO

Roland LAHAYE
CSC-Enseignement

Pierre BOULANGER
CSC Services Publics

Gaëtan STAS
CSC Alimentation et Services

Didier LEBBE
CNE

Marc MANSIS
APPEL

Masanka TSHIMANGA
SLFP-Enseignement